

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : MDE 14/022/2007 (Public)

Bulletin n° : 072

ÉFAI

16 avril 2007

Embargo : 16 avril 2007 00h01 TU

Irak. Avec plus de trois millions d'Irakiens déplacés par la guerre, une nouvelle crise humanitaire menace

Amnesty International met en garde ce lundi 16 avril contre la survenue d'une nouvelle crise humanitaire au Moyen Orient si l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays en prennent pas des mesures urgentes et concrètes pour venir en aide aux plus de trois millions de personnes déplacées en Irak en raison du conflit.

Dans un rapport rendu public avant la tenue d'une conférence internationale organisée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Genève les 17 et 18 avril 2007, l'organisation lance un appel pour que d'autres États apportent une aide immédiate pour améliorer la situation des réfugiés irakiens qui arrivent de plus en plus nombreux en Syrie et en Jordanie, particulièrement depuis février 2006, date de l'attaque de la mosquée de Samarra, l'un des lieux saints de l'Irak, par des insurgés armés. Cette attaque a marqué le début d'un nouvel accès de violences sectaires dont les civils des différentes communautés, de plus en plus divisées en Irak, ont été les principales cibles.

« La Syrie et la Jordanie, qui accueillent à elles deux quelque deux millions d'Irakiens, ont fait face jusqu'à maintenant au fardeau des réfugiés, mais il y a des limites à ce que ces deux pays peuvent faire face au flot continu d'Irakiens qui tentent désespérément d'échapper au conflit, a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Afrique du Nord et Moyen Orient d'Amnesty International. Il est essentiel que d'autres gouvernements prennent la relève et fournissent – au lieu de simplement s'engager à apporter – une aide directe, afin de permettre aux réfugiés d'être hébergés et nourris dans des conditions décentes, d'avoir accès à des soins médicaux et à l'éducation en Syrie, en Jordanie et dans les autres pays qui tentent actuellement de faire face aux conséquences de la situation catastrophique en Irak. »

En plus d'une aide directe aux réfugiés irakiens et aux pays hôtes, Amnesty International demande aux États-Unis, à l'Union européenne et aux autres États de mettre en place des programmes de réinstallation généraux afin d'aider les réfugiés irakiens, notamment les personnes les plus vulnérables et les plus à risques, à commencer une nouvelle vie loin des zones de conflit ; l'organisation lance également un appel pour que soit accordée une protection effective à tous les réfugiés et demandeurs d'asile déboutés. *« Le gouvernement britannique et tous les gouvernements qui persistent à renvoyer en Irak les demandeurs d'asile déboutés, au prétexte que le nord kurde est relativement en paix, doivent mettre fin à cette pratique, a déclaré Malcolm Smart. La vie d'Irakiens ne doit pas être mise en danger pour permettre à des gouvernements de démontrer à leur opinion publique qu'ils peuvent faire preuve de fermeté vis-à-vis des demandeurs d'asile – on ne peut pas jouer ainsi avec la vie des gens. »*

Amnesty International demande également que des mesures soient prises pour aider les centaines de milliers d'Irakiens devenus des personnes déplacées dans leur propre pays. *« Le gouvernement irakien, les États ayant des troupes au sein de la Force multinationale, les gouvernements et dirigeants religieux de la région doivent redoubler d'efforts pour trouver une solution politique, qui mette fin aux violences*

sectaires et autres et pour que les Irakiens puissent rentrer chez eux et vivre en paix, a déclaré Malcolm Smart. Tant que cela ne se fera pas et tant qu'une solution n'aura pas été trouvée qui respecte les droits humains fondamentaux, les Irakiens continueront de payer de leur vie les conséquences du conflit et la stabilité de la région toute entière restera menacée. »

À partir du 16 avril, une copie de la synthèse destinée aux médias, *Iraq: A deepening refugee crisis*, sera disponible sur le site <http://web.amnesty.org/library/index/engmde140212007>

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>